



LES RENCONTRES DE LA CITOYENNETÉ

Prévention des mariages frauduleux

Marie-Noëlle CARADEC, Vice-procureure de la
République, Cheffe de la division des affaires civiles et des
personnes protégées (DACIPP)

Fonction du Ministère Public :

une forme de police civile

Le procureur de la République assure la surveillance générale de l'état civil

 lutte contre les fraudes et les usurpations d'identité

Deux axes :

- Défense et Protection de l'ordre public
- Protection des droits et libertés individuels

LES TEXTES

› Code civil :

34-1 Les actes de l'état civil sont établis par les officiers de l'état civil. Ces derniers exercent leurs fonctions sous le contrôle du procureur de la République

Art.421 CPC

Le MP peut agir comme partie principale ou intervenir comme partie jointe

Art. 422 CPC

Le MP agit d'office dans les cas spécifiés par la loi / pouvoir exclusif ou concurrent à d'autres personnes

Art. 423 CPC

En dehors de ces cas, il peut agir pour la défense de l'ordre public à l'occasion de faits qui portent atteinte à celui-ci



Fonction du Ministère Public :



une forme de police civile

Domaines d'intervention du procureur de la République en matière civile

Etat civil

-Filiation (Délaissement parental, adoption, reconnaissances frauduleuses ; demande d'exequatur (kafala, adoption))

-mariages frauduleux (opposition à mariage et nullités)

-Autorité parentale (délégation d'autorité parentale ; tutelles et enlèvements internationaux d'enfants)

- Protection des majeurs vulnérables

-Nationalité

-Changement de régime matrimonial ; requêtes en interprétation de testament...

-Administratifs / Débits de boissons ; écoles et établissements d'enseignement privés ; Listes d'expert....

-Soins sans consentement (Hospitalisation sous contrainte)

-Rétention des étrangers

-Responsabilité de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service public de la justice.....

Le rôle du procureur de la République

Politique pénale en matière civile



► Mariages à visée migratoire





Le rôle du procureur de la République

Politique pénale en matière civile

Prérogatives du procureur de la république

- ▶ Droit d'action d'office prévu par différents textes spéciaux (art. 422 du CPC)/
- ▶ Droit général d'action dès lors que l'ordre public est en jeu (art. 423 du CPC)

Intervient comme partie principale à l'instance

Le rôle du procureur de la République

Politique pénale en matière civile

MARIAGES A VISEE MIGRATOIRE

► **Les mariages à visée migratoire / Saisine mairie suite audition des futurs époux révélant un faisceau d'indices de fraude.**

-Enjeu civil / Sursis à mariage et opposition à mariage

-**Possibilité pour les intéressés de former un recours en main levée de l'opposition à mariage (art. 175-1c.civ.)**

Recours formé devant le président du TJ.

-Enjeu pénal (délit CESEDA / Le fait de contracter un mariage dans le seul but d'obtenir un titre de séjour ou la nationalité N25078 / organisation de mariage dans ce seul but N 25079 (5 ans d'emp. /15.000€) D'autres qualifications possibles





Le rôle du procureur de la République

Politique pénale en matière civile

MARIAGES A VISEE MIGRATOIRE

► **Les mariages à visée migratoire / Saisine mairie suite audition des futurs époux révélant un faisceau d'indices de fraude.**

-Enjeu civil / Sursis à mariage et opposition à mariage

-

-Enjeu pénal (délict CESEDA / Le fait de contracter un mariage dans le seul but d'obtenir un titre de séjour ou la nationalité N25078 / organisation de mariage dans ce seul but N 25079 (5 ans d'emp. /15.000€) D'autres qualifications possibles



Le rôle du procureur de la République

Politique pénale en matière civile

MARIAGES A VISEE MIGRATOIRE

► **Les mariages à visée migratoire / Saisine mairie suite audition des futurs époux révélant un faisceau d'indices de fraude.**

-SIGNALLEMENT PAR UNE MAIRIE (Article 175-2 al 2)

Le signalement comprend :

Une audition préalable séparée des époux datée et signée par l'intéressé(e) et l'OEC

L'avis aux époux de la transmission au PR (remis en mains propre contre émargement ou RAR)

- Le signalement **DOIT** comprendre des éléments probants, sur l'absence d'intention matrimoniale

Le rôle du procureur de la République

Politique pénale en matière civile

MARIAGES A VISEE MIGRATOIRE



- Décision DANS LES 15 JOURS du signalement initial : deux décisions possibles :

Sursis à la célébration du mariage:

- Saisine de l'OLTIM (PAF) pour enquête (ou services de Police/Gendarmerie)
- **Sursis à 1 mois renouvelable 1 fois**



Le rôle du procureur de la République

Politique pénale en matière civile

MARIAGES A VISEE MIGRATOIRE



DECISION A L'ISSUE DU DELAI

15 jours sans sursis,
1 à 2 mois à l'issue du délai ouvert par la décision de
SURSIS

CLASSEMENT ou OPPOSITION au civil

Décision pénale :

COPJ/DPR/CRPC/ouverture d'information



Le rôle du procureur de la République

Politique pénale en matière civile

MARIAGES A VISEE MIGRATOIRE



- Comment repérer la fraude ?

L'audition est le principe

L'absence d'audition est l'exception

On veut se marier vite

Un seul des futurs fait les démarches

Grande différence d'âge

Plusieurs antécédents de mariage de courte durée

